

منبر العامل

التونسي الجزائري المغربي

Mensuel de la CGT pour les travailleurs Tunisiens, Algériens, Marocains

N° 70 - OCTOBRE 1976 - 1 F

La C.G.T. présente
ses meilleures vœux
à l'occasion de la Fête
de l'AID ELKEBIR

ce que veulent la jeunesse
et tous les travailleurs

VIVRE ET TRAVAILLER



éditorial

A bien y réfléchir cette demande est de plus en plus difficile à satisfaire quand on est salarié. Elle semble même démagogique lorsque nous disons qu'elle doit être garantie à tous.

Comment expliquer aux centaines de milliers de jeunes qui sortent de l'école, ils sont 700 000 cette année, dont près de 80 000 enfants de travailleurs immigrés, qu'il n'y a pas de place pour eux ! comment expliquer les fermetures d'usines presque neuves ? Comment comprendre qu'avec un diplôme, on se retrouve manœuvre.

Certains peuvent à travers les grands moyens d'information :

presse, radio, télévision, conseiller d'attendre ; cette situation est passagère, disent-ils, demain ce sera la reprise. Il est nécessaire de vaincre l'inflation, le chômage, les inégalités... après la situation sera meilleure.

ASSEZ DE TROMPERIES, il faut agir sans attendre contre les méfaits du patronat.

Depuis 1968, le pouvoir d'achat des travailleurs a baissé de 8 % pendant que la production a augmenté de 35 % et la productivité de 48 %.

Chaque mois l'ouvrier qui envoie sa paie au pays perd au change, celui dont la famille est au pays perd sur ses allocations familiales, celui qui a sa famille en France se voit refuser les réductions SNCF alors qu'elles sont un droit

pour lui. Chaque mois, nous payons une très lourde note.

On nous dit de faire des sacrifices et d'attendre, au moment où M. Dassault n'est même pas troublé par la perte de 800 millions d'A.F. ; il faudrait près de 400 ans à un ouvrier pour avoir gagné la même somme.

Alors pour combattre les difficultés de la vie, pour imposer l'égalité des droits comme devoirs pour l'augmentation réelle du pouvoir d'achat, pour que le travail soit garanti pour tous, n'attendez pas, poursuivez l'action ensemble, travailleurs français et immigrés. Dans les rassemblements organisés par la CGT en commun avec la CFDT, prenez votre place.

LA TRIBUNE.

Sommaire

- PAGE 1
EDITORIAL
- PAGE 2
CHRONIQUE
JURIDIQUE
- PAGE 3
LE 23 OCTOBRE :
POUR LE DROIT
DE VIVRE
ET TRAVAILLER
POUR LE RETOUR
DES 16 EXPULSES
- PAGE 4
DES JEUNES
TEMOIGNENT
- PAGE 5
L'ECOLE
ET LES JEUNES
- PAGE 6
AFRIQUE DU SUD
- PAGE 7
« ACTA DE MARUSIA »
- PAGE 8
NOUVELLES DU PAYS

JOURNÉE NATIONALE
D'ÉTUDE
SUR LA PRESSE
EN LANGUE
MATERNELLE
le 27 novembre 1976
à PARIS

Chronique Juridique

DROITS DES JEUNES IMMIGRÉS (1)

SCOLARITÉ

Inscriptions - Séjour : Les enfants d'immigrés qui vivent en France avec leur père doivent en principe être inscrits dans les établissements scolaires dans les mêmes conditions que les enfants français (faire attention aux dates limites d'inscription). Quant au jeune immigré (de plus de 16 ans) qui vient en France pour y faire des études, il peut obtenir une carte de séjour s'il produit un certificat d'inscription dans une université ou une école, et s'il prouve qu'il a des ressources suffisantes pour vivre (2).

Bourses d'études : Depuis l'année scolaire 1973-74, les élèves de nationalité étrangère ont droit aux bourses versées par l'Etat dans l'enseignement secondaire (CEG - CES - lycées). Ces bourses dépendent des ressources de la famille et aussi des limites d'âge correspondant à la classe dans laquelle se trouve l'enfant. Les demandes doivent être adressées au chef d'établissement (avant le 1^{er} mars). Par contre, les bourses de l'enseignement supérieur sont encore refusées à la majorité des immigrés : seuls les enfants de travailleurs migrants de la C.E.E. (Italiens, Belges, par exemple) y ont droit. Pour les autres, le gouvernement français maintient une discrimination inadmissible dont la CGT réclame depuis longtemps la suppression.

Attention : ne pas oublier de demander l'allocation de rentrée scolaire.

Cette allocation (138,90 F pour 1976) est versée pour chaque enfant inscrit dans un établissement scolaire en France. La demande doit être adressée à la caisse d'allocations familiales.

Conditions :

- naissance de l'enfant entre le 15 septembre 1960 et le 31 janvier 1971 ;
- avoir bénéficié pendant l'année d'avant d'au moins une prestation familiale (allocations, salaire unique, etc...);
- ne pas dépasser un plafond de ressources imposables (20.100 F pour un enfant à charge, 28.140 F pour trois, etc).

N.B. : on se souvient que la CGT a écrit au gouvernement pour réclamer le versement de l'allocation de rentrée scolaire y compris pour les enfants suivant l'école de leur pays.

ADMISSION AU TRAVAIL

Régime général : Le jeune immigré qui vit en France avec ses parents et

souhaite y travailler peut « bénéficier de l'admission au travail ». Pour obtenir une carte de travail, il doit trouver un employeur et se présenter au guichet unique (3) en fournissant :

- sa carte de séjour (obligatoire à 16 ans) ;
- 6 photos d'identité ;
- une enveloppe timbrée ;
- un engagement de travail fourni par l'employeur et précisant sa qualification, le salaire, la durée du travail.

Important : l'« admission au travail » n'est pas une régularisation ; la carte de travail est délivrée assez facilement à l'enfant d'immigré ; une carte de séjour est remise en même temps.

Cas plus favorable : Dans certains cas, le jeune immigré qui se met au travail peut obtenir tout de suite une carte de travail valable 10 ans pour toute la France et pour toutes les professions (« carte C »).

Pour cela, il faut :

- qu'il ait séjourné en France pendant les 3 ans précédant sa demande ;
- qu'il ait accompli pendant ces 3 ans au moins 2 ans de scolarité en France ;
- que l'un au moins de ses parents ait résidé en France pendant 4 ans (même si ce parent est reparti ou décédé). Si ces conditions sont remplies, la carte C est délivrée de plein droit ; il n'y a pas à fournir d'engagement de travail.

Algériens : les jeunes Algériens en France avec leur père doivent demander à 16 ans un certificat de résidence. Pour être autorisés à travailler, ils doivent présenter une promesse d'embauche et demander un certificat de résidence portant la mention « travailleur salarié ». On leur demande :

- la promesse d'embauche ;
 - un certificat de scolarité ;
 - le certificat de résidence du père.
- C.E.E. :** la carte de séjour de la C.E.E. permet de se mettre au travail sans formalité.

(1) V. Guide du militant - Immigration, n° 146 et s.

(2) Les étudiants étrangers peuvent obtenir une autorisation provisoire de travail valable six mois s'ils ont besoin de travailler en vue de vivre.

(Circ. 3-76 du 24 février 1976).

(3) Commissariat, Mairie, Préfecture de police.

● S.N.C.F. : cartes de réduction

Après une lutte intense, qui devait conduire la C.G.T. à traduire le Secrétaire d'Etat aux Transports devant la Cour de Justice des Communautés Européennes, rien ne s'oppose maintenant à la délivrance de la carte de réduction « famille nombreuse » au ressortissant des pays membres de la Communauté.

Nous demandons aux travailleurs immigrés d'effectuer les démarches auprès de la Direction de la S.N.C.F. et de nous alerter des éventuels refus.

● MÉTALLURGIE

SOLLAC OU LA JUSTICE EN MARCHÉ

Depuis le début de l'année, les délégués au Comité d'Hygiène et de Sécurité ont eu connaissance de quatre morts sur les chantiers de l'extension de l'entreprise. Bien entendu la direction de la Sollac interdit aux délégués du C.H.S. d'intervenir sur ce chantier, ce sont des entreprises de la construction extérieure à la Sollac qui interviennent. Pourtant la sécurité, dit l'affiche, est un impératif national.

Au mois de juin, un ouvrier d'une entreprise de la construction de ce chantier soudait en position dangereuse, il avait fixé sa ceinture de sécurité. Par malchance, un copeau incandescent tombe sur le câble de la ceinture de sécurité, celui-ci rompt et l'ouvrier fait une chute qui entraîne sa mort.

Pour s'être saisi du matériel en vue de l'enquête, un délégué du C.H.S. de la Sollac se voit poursuivi devant les tribunaux par l'ingénieur de l'entreprise de construction.

Il devrait comparaître devant le tribunal le 2 octobre pour avoir porté atteinte au renouveau et à la moralité de l'entreprise. La justice sera peut-être un jour saisi pour les quatre morts, dans l'immédiat cela ne lui a pas semblé urgent. Par contre le renouveau d'une entreprise cela compte... peut-être davantage que la vie des 4 ouvriers.

Les travailleurs de la Sollac et ceux des chantiers ont décidé de faire connaître leur point de vue devant le tribunal, une pétition circule et des délégations s'organisent...

● CONSTRUCTION

A LA C.N.R.O.

Les 11 mai et 17 août 1976, nous vous avons informés des développements des initiatives prises par la C.G.T., ses organisations et les correspondants I.N.C.A.-C.G.T., en vue de l'élargissement de l'aide matérielle à apporter aux sinistrés du Frioul, et notamment aux retraités italiens bénéficiant de prestations du régime français.

Nous avons le plaisir de porter à votre connaissance que le 22 septembre 1976, le Conseil d'Administration de la C.N.R.O. (Caisse Nationale de Retraite des Ouvriers du bâtiment et des travaux publics) a pris la décision d'accorder un secours exceptionnel aux retraités italiens de la profession retournés dans la région sinistrée.

Cette décision a été acquise par le vote unanime des représentants des Fédérations syndicales C.G.T.-C.F.D.T.-F.O., alors que le 22 juin 1976, la majorité des membres du Bureau du Conseil avait repoussé les propositions de la C.G.T.

Les secours individuels seront attribués automatiquement sans aucune démarche particulière des intéressés.

Les secours se situeront entre 200 et 800 F selon le domicile des bénéficiaires dans les zones sinistrées et leur ancienneté dans la profession (minimum 121 mois). Le nombre des bénéficiaires s'élève à 1.260. Le montant débloqué sur les fonds sociaux est de : 449 200 F, soit environ 75 millions de lires (voir tableau en annexe).

Ce succès — c'est la première fois que la C.N.R.O. accorde sur les fonds sociaux des secours à des travailleurs migrants retournés dans leur pays d'origine — est le résultat de l'action des organisations syndicales, dont l'initiative revient en premier lieu à la Fédération C.G.T. des travailleurs de la Construction et à ses militants, avec le concours des correspondants de l'I.N.C.A.-C.G.T.

Il contribuera — outre l'aide matérielle et morale apportée aux retraités italiens de la région du Frioul — à faire disparaître les discriminations contenues dans les règlements intérieurs des Caisses de retraites complémentaires à l'égard des travailleurs migrants.

Des démarches identiques sont en cours auprès des autres Caisses de retraites complémentaires et notamment celles des industries minières et métallurgiques.

Nous ne manquerons pas de vous tenir informés des résultats obtenus.

ENSEMBLE, les travailleurs répondront avec les jeunes à l'appel de la CGT et de la CFDT d'agir le 23 octobre pour le droit de vivre et de travailler.

La situation pèse aujourd'hui sur les travailleurs immigrés comme sur tous les autres.

Quel avenir réservé aux jeunes qui sortent de l'école, ils sont actuellement plus de 700.000 — dont environ 80.000 enfants de travailleurs immigrés. Viennent-ils pour renforcer l'armée des chômeurs de la France en compte 1.200.000 F.

Quand la vie devient chaque jour plus difficile, les prix augmentent de façon permanente au marché, que reste-t-il aux jeunes travailleurs dont les salaires sont les plus faibles, une fois la nour-

riture et le loyer payés, que reste-t-il pour s'habiller, se distraire, pour partir en vacances, se cultiver ou pratiquer un sport ?

Sans formation sérieuse, un grand nombre de jeunes travailleurs immigrés doit faire l'apprentissage des discriminations et des réactions racistes.

Ainsi, ce jeune Tunisien devenu comme clochard parce que sans ressource depuis plusieurs mois. A l'A.N.P.E., on lui avait simplement dit « qu'il n'y avait pas de travail pour des individus comme lui ».

Ne connaissant pas ses droits à une indemnité minimum d'aide publique, il avait repris la route à la recherche d'un boulot, sans résultat. Depuis, il a trouvé le chemin de la Bourse du Tra-

vail où des militants de la CGT lui ont expliqué ses droits. C'est pourquoi, il sera dans l'action le 23 octobre.

De même, ils seront présents dans l'action, ces jeunes immigrés qui ne savent pas s'ils pourront revenir en France après leur service militaire et y travailler au côté de leurs parents. Ou encore ces jeunes qui deviennent un poids trop lourd à la famille dès que l'on supprime les allocations familiales, jeunes saisonniers de l'agriculture, ils combattront l'injustice de leur situation, jeunes de la construction travaillant sur une centrale nucléaire, ils lutteront pour leur salaire et leurs conditions de vie, de partout en France et dans chaque industrie s'élèvera la voix de tous les travailleurs, pour le droit de vivre et de travailler.

23 OCTOBRE LA JEUNESSE VEUT VIVRE ET TRAVAILLER

LIBERTÉS

PARTOUT

POUR TOUS



PHOTO DELIUS.

● 7 septembre 1976, les 15.000 militants de la C.G.T., rassemblés à Saint-Ouen, votent une motion pour la libération des travailleurs marocains emprisonnés à leur retour en congé.

LES EXPULSÉS

العرب
تحت نداء س.ج.ت قام الكثير من العمال بتوقيع
عريضة ضد القمع الذي تعرضوا اليه عدد من العاضلين با س ح ت
عند عطلتهم السنوية .
آلاف من الاضاعات ستقدم في وقت قريب الى السلطة المغربية
و من بينها سفير المغرب بفرنسا . هذا ويجب الاستمرار
في الاحتجاج لاعانة المناضلين الذين لا يزالوا تحت القمع
والاهانات ككل جواز السفر او الضعط و تهديد عائلاتهم .
علما من جديد تحرير ثلاث عمال بشوسون . لقد حان الوقت
ان تتحمل السلطة الفرنسية مسؤولياتها ضمن من جهة الحق
النقابي للعمال و تك من جهة اخرى التعامل بين البوليس
الفرنسي و المغربي .
ان س ح ت قائمة بليونين و سة مائة محرط ٦ تاجر اسدا
قم احد محرطيهما .

Le Ministre de l'Intérieur semble avoir quelques problèmes avec son dossier Moussa KONATE puisqu'il vient de demander des délais pour présenter ses arguments devant le Conseil d'Etat.

Celui-ci devait initialement se réunir fin septembre. Aurait-il des éléments nouveaux à fournir. Mais alors, sur quels motifs a-t-il fondé sa décision d'expulsion le 16 avril ?

Après avoir produit de soi-disant rapports de police remontant à 1971, il ne peut aujourd'hui justifier sérieusement sa décision.

Ainsi, les 16 expulsés du Vendredi Saint ont été victimes d'une volonté politique du Ministre Prince de l'Intérieur; volonté de désigner les travailleurs immigrés comme responsa-

bles de l'insécurité dans les banlieues et le métro. Pour mener son opération, il comptait sur l'isolement dans lequel vivent des travailleurs célibataires logés en foyer. Mais la classe ouvrière n'a pas pour habitude de faire de différence entre les siens. Lorsqu'un seul est attaqué, c'est l'ensemble qui est visé.

La riposte a été à la mesure de l'agression portée contre les libertés.

A ceux qui voulaient diviser le mouvement des foyers et qui se présentent encore comme les seuls représentants des résidents et des expulsés, la C.G.T. a répondu par la défense de tous les expulsés.

Parce que la réaction a été plus rapide pour Moussa KONATE grâce à sa famille et à son syndicat des wagons-

lits, nous avons contraint le Prince Poniatowski à révéler ses intentions et nous l'avons fait reculer.

Mais les intentions demeurent et le Ministre refuse toujours de prendre les dispositions pour faire revenir les 15 travailleurs expulsés encore dans leur pays d'origine. Pourtant, quoi de plus normal que de les présenter aux tribunaux ou devant le Conseil d'Etat.

Une nouvelle fois, le Secrétaire d'Etat contre les immigrés s'est manifesté, ce n'était pas pour les défendre, mais pour prendre le parti du Prince. On ne peut être l'ami des victimes lorsque l'on soutient l'agresseur.

L'action pour le retour des expulsés coûte cher, la solidarité financière peut être adressée à la C.G.T., C.C.P. n° Paris 62 84.



STATISTIQUES

Pour mieux percevoir la situation des travailleurs immigrés, nous publions ci-dessous quelques chiffres :

Le nombre de jeunes de moins de 16 ans est de 944.062.

Quelques chiffres du nombre d'enfants par nationalité :

Algériens	230.025
Italiens	101.726
Portugais	216.498
Turcs	12.577

Aujourd'hui, le nombre de jeunes enfants d'immigrés arrivant en France à l'âge adulte représente par rapport à leur classe d'âge le même pourcentage que leurs aînés par rapport au nombre de travailleurs.

● SE FORMER...

« Je suis aléteur, je voulais aller plus loin, me perfectionner, mais le gros obstacle, c'est l'argent. Il faut de l'argent pour améliorer ses connaissances ».

« Chez nous, dans l'entreprise, on a des mécaniciens auto, des soudeurs hautement qualifiés avec un brevet, parce qu'ils sont immigrés, ils sont placés sur des petites machines, ils poussent les tambours ».

« Il y a un Yougoslave chez nous qui a un diplôme de dessinateur, ils l'ont pris à la mécanique comme O.S. Pourtant, ils cherchent un dessinateur, ils ne l'ont pas pris jusqu'au jour où il a pris son congé ».

On fait un peu de tout sur le chantier. C'est sur le chantier qu'on apprend à travailler... ».

« J'ai passé un C.A.P. et je voulais continuer, mais on m'a refusé une bourse parce que je suis Algérien... ».

● VIVRE COMME DES ÊTRES HUMAINS AVEC DES RELATIONS HUMAINES

« Les foyers ne doivent pas exister. Il faut d'abord des logements comme il faut. Au foyer, pas de visites, surtout féminines. On traite les immigrés comme des collégiens, dans une caserne... ». (Immigré yougoslave - Gennevilliers).

« Ici, on est isolé en plein milieu d'un désert, la cité est à plusieurs kilomètres du village. Je me demande comment on pourrait trouver des distractions, filles ou autre chose, contact humain avec la population française ».

« Ici, le plus terrible, c'est l'isolement. Les Français ne viennent pas. J'aimerais que des Français viennent nous voir ici, nous sommes hospitaliers... ».

● POUR FAIRE VIVRE SA FAMILLE : UN LOGEMENT...

« Comme je cherchais un logement à Fos, c'était trop cher, j'ai été obligé d'aller au Mas des Vannes (foyer pour couples et célibataires). J'ai une chambre avec ma femme ».

Les célibataires et les couples sont dans le même foyer. Quand les femmes passent avec leurs maris, ça va, mais quand elles passent seules, il y a des sifflets... Alors on n'est pas chez soi... ».

● VIVRE, C'EST RESPECTER SA CULTURE...

« On écoute la radio marocaine, mais ça ne suffit pas, il faudrait des manifestations culturelles au foyer. Il y a une bibliothèque mais on ne trouve que des livres en français bien que beaucoup lisent l'arabe ».

« Pour la culture, je souhaite des livres en portugais. Pour l'instant, il n'y en a pas et pour moi ce n'est pas vraiment un besoin, je suis habitué au film français ».

« Ici, nous sommes comme une petite ville arabe, mais il n'y a pas de bibliothèque, ni de conférences en arabe, pourtant notre langue est riche, parmi les plus belles du monde... ».

● QUELQUES ASPECTS CHIFFRÉS

« ... Le patronat veut faire des jeunes une force de travail que l'on peut acheter à bas prix ; il vise particulièrement les jeunes enfants des travailleurs immigrés... ».

La population immigrée contient 7 % d'ouvriers qualifiés, les jeunes immigrés, qui ont entre 21 et 25 ans, possèdent un niveau d'instruction très supérieur à celui de leurs aînés.

Pourtant, on ne trouve que 4 % d'ouvriers qualifiés parmi eux, les jeunes générations sorties récemment de l'âge scolaire ont donc moins de possibilités d'accéder à une qualification professionnelle.

Dans les Hauts-de-Seine (92), les classes primaires (avant l'entrée au collège) comportent 13 % d'enfants étrangers. Dans les classes du second cycle, ils ne sont plus que 3 %.

Si pour un enfant, pris sur l'ensemble des jeunes scolarisés, on estime qu'il a une chance sur 4 de réussir, pour les enfants d'immigrés, il y a une chance sur 18.

Par contre, dans les classes spéciales, il y a 24 % d'enfants immigrés, ces classes sont celles où l'on oriente les élèves ayant « échoué pour faire des O.S. ».

La réussite scolaire en République Démocratique Allemande est de 98 %, c'est un exemple parmi tant d'autres dans les pays socialistes ».

VIVRE ET TRAVAILLER DES JEUNES TÉMOIGNENT



● DES HOMMES, PAS DES BÊTES

Malek B. a 25 ans, grand, cheveux longs, moustaches à la Brasens, vêtu en « jeans », l'uniforme des jeunes et... moins jeunes des années 75, 76.

Un peu réticent Malek B. Oui, la C.G.T. il connaît, « Bien même, j'ai fait la grève de 1975 ». Il n'est pas syndiqué : « Peut-être un jour, mais pour les Marocains c'est dur ». Il connaît des camarades de sa propre usine, Chausson à Gennevilliers, qui, au Maroc, ont été emprisonnés parce que militants C.G.T.

Nous prenons un café, Malek se détend, parle un peu plus, pas tellement toutefois. L'usine, « C'est toujours très dur, aussi dur qu'avant la grève. On nous fait travailler faut voir comment ! ».

De l'huile partout ! Ça glisse ! Il y a plein d'accidents », Il est O.S. 2 aux presses. « Oui, il y a eu quelques améliorations. Mais rien depuis un an. Il faudra recommencer la grève pour que le patron comprenne. On est des hommes, pas des bêtes ». Où loge-t-il ? « Dans un foyer, un foyer très bien ». Sans plus... J'insiste, où est ce foyer ? Combien paies-tu ? C'est un Sonacotra ?

Et brusquement Malek me dresse un tableau paradisiaque. Son foyer est somptueux, confortable, un par chambre, pas cher... ».

Et je comprends que c'est son rêve qu'il me raconte là, accoudé au comptoir, un rêve inaccessible pour lui qui, sans doute, loge avec plusieurs copains dans une chambre inconfortable.

Un rêve bon sang ! Ce qui devrait être la règle ! C'est comme ça que le patronat contraint les hommes à vivre !

POUR UNE INSTRUCTION VÉRITABLE

La politique scolaire du grand patronat et du pouvoir qui le sert en face des enfants des travailleurs immigrés obéit à la même logique que celle qu'il a envers les travailleurs immigrés. Il veut faire de ces jeunes une force de travail que l'on peut obtenir à bas prix, l'ensemble de l'émigration en France contient 7 % d'ouvriers qualifiés.

Si l'on prend les émigrés qui ont entre 21 et 25 ans, qui ont donc en moyenne un niveau d'instruction très supérieur à celui de leurs aînés, on ne trouve que 4 % d'ouvriers qualifiés. Cela prouve que les jeunes générations qui sont sorties récemment de l'âge scolaire ont encore moins que leurs aînés la possibilité d'accéder à une qualification professionnelle.

Pour bien comprendre ce qu'il se passe et comment ça se passe, il est nécessaire d'étudier quelques chiffres. Dans les Hauts-de-Seine, dans les classes du primaire (avant l'entrée au collège), il y a 13 % d'élèves étrangers. Dans les classes du second cycle long (les 3 années qui précèdent le bac), ils ne sont plus que 3 %. On calcule qu'il y a une chance sur 4 pour l'ensemble, une chance sur dix-huit pour les étrangers.

Par contre, dans les classes spéciales, il y a 24,5 % d'étrangers (ce sont des classes où on oriente les élèves qui ont échoué pour en faire des O.S.).

COMMENT CELA SE FAIT-IL ?

Les enfants d'immigrés sont d'abord des fils de travailleurs, ils subissent des conditions d'existence qui, dès la petite enfance, les défavorisent et cela d'une façon aggravée puisque leurs parents sont surexploités. La bourgeoisie a longtemps cherché à faire croire que si les enfants de travailleurs ne réussissaient pas à l'école c'était parce qu'ils étaient moins doués que les autres, le racisme.

Toutes les études sérieuses sur les causes d'échec ainsi que l'exemple de pays socialistes comme la R.D.A. où les réussites scolaires sont de l'ordre de 98 %, montrent que cette affirmation est tout simplement un mensonge destiné à camoufler ce qui est le résultat d'une politique délibérée du patronat et du pouvoir qui le sert ; on mutilé délibérément les jeunes intelligences des enfants en faisant des économies sur le nombre et la formation des professeurs, sur les locaux et le matériel scolaire, en encourageant les écoles patronales qui forment des élèves par un seul type de machine. Un ouvrier qui n'est que le complément d'une machine ne peut la quitter sans se déqualifier, on compte ainsi qu'il lui restera attaché comme le serf du moyen-âge était attaché à la terre de son maître.

Ces écoles patronales qui se développent, refusent à leurs élèves tout ce qui ne sert pas directement les intérêts du patronat : histoire, géographie, littérature, mathématiques, connaissance de l'art sont considérés comme des enseignements dangereux et inutiles.

Un des patrons de chez KADOCK disait récemment : « Trop d'instruction dans un monde en crise, c'est remettre en cause l'ordre du pays ». La réforme HABY est la mise en application de cette demande.

Tant de cynisme paraît impossible en France en 1976.

Pourtant, le 7^e Plan, faisant état des besoins du patronat, dit qu'il faut que les écoles produisent 39 % de gens de niveau 6^e, c'est-à-dire niveau manœuvre et O.S.

Les travailleurs émigrés connaissent le prix de l'instruction que l'on refuse aux enfants des travailleurs et en premier lieu à leurs enfants.

Eux qui se battent, souvent avec un courage exemplaire par leur propre instruction, ne peuvent pas se laisser voler le droit à une instruction de haut niveau pour leurs enfants. C'est une des raisons pour lesquelles, dans la lutte entre le pouvoir des monopoles et les partisans du Programme Commun, ils savent où est leur camp.

Nous venons de voir que les barrières qui s'opposent à l'accès des enfants d'immigrés à une instruction de haut niveau sont de même nature, mais d'une façon plus grave que pour les autres travailleurs.

Il y a une autre barrière qui touche d'une façon par-

Extraits
de l'intervention
de Jean Laulhère
à la 4^e conférence 1976

ticulière les enfants d'immigrés : il s'agit du racisme et du chauvinisme. Nous devons aussi en parler.

Tous les pédagogues savent, pour qu'un enfant s'épanouisse et réussisse à l'école, qu'il est important qu'il se sente entouré de l'estime, de la confiance et de l'amitié de ses copains et de ses maîtres. Cela veut dire que la moindre trace de racisme peut le bloquer, le décourager. Ce racisme existe souvent même s'il n'est que très rarement franchement affiché.

D'où vient-il ?

Les enfants, pas plus que les adultes, ne sont pas naturellement racistes, mais ils ont tous subi, le plus souvent sans le savoir, l'influence de l'idéologie bourgeoise qui est raciste : les livres d'histoire font encore aujourd'hui l'apologie du colonialisme, certaines bandes dessinées comme Tintin ou Tarzan, de films comme les westerns, la presse bourgeoise, la télé dont on connaît l'orientation, tout cela fait que les élèves français sont bien souvent prédisposés à adopter une attitude d'incompréhension ou quelque peu méprisante et méfiante à l'égard de leurs camarades immigrés.

Il ne sert à rien de nier cette donnée, la bourgeoisie tend à pourrir tout ce qu'elle touche et en particulier la conscience de nos enfants : elle dispose pour cela de moyens puissants.

Dans ces conditions, si l'influence anti-raciste des parents, du maître ou d'un mouvement des jeunes progressistes ne l'a pas désintoxiqué, tout conflit entre

un élève français et un élève immigré renforcera les tendances racistes alors qu'inversement l'amitié ou l'admiration qu'il peut avoir pour un copain immigré ne suffit pas à elle seule à déclencher le difficile processus de remise en cause des idées reçues.

C qui déclenche à tous les coups cette remise en cause des idées reçues, c'est lorsque les jeunes, à travers leur propre expérience, se rendent compte que la différence qu'ils constatent n'est pas une infériorité mais une richesse qu'ils ignoraient et qu'ils découvrent.

Pour découvrir la richesse culturelle d'un autre peuple, il faut qu'elle n'ait pas été étouffée, qu'elle ait eu la possibilité de s'épanouir et de s'exprimer.

On constate souvent qu'un nombre relativement important de délégués de classe sont des immigrés. Ces enfants, qui ont su vaincre les préjugés racistes de leurs copains, ont en général deux caractéristiques :

— ils ne mettent pas leur drapeau dans la poche : ils ont une certaine fierté à affirmer leur appartenance à leur pays ;

— et en même temps, ils sont ouverts aux problèmes de leurs copains.

Cette double ouverture n'est pas facile :

Les enfants d'immigrés reçoivent eux aussi l'influence de l'idéologie raciste qui les pousse à mépriser leur propre langue, leur propre culture à penser que leurs échecs à l'école est dans la nature des choses, souvent même lorsqu'ils se sentent rejetés, à accentuer volontairement l'image raciste que l'on donne de lui. C'est ainsi que le racisme subi provoque des attitudes qui renforcent le racisme.

Par contre, dès que le racisme recule, la libération que cela entraîne permet de nouveaux reculs du racisme.

Exemple : lors d'une dernière grève d'enseignants, un groupe d'élèves, algériennes et marocaines, ont passé l'après-midi à chanter entre elles et avec des camarades françaises des chansons de leur pays. Un après-midi comme celui-là a beaucoup plus de poids que beaucoup de discours contre le racisme.

Je crois qu'il est très important que, lorsqu'ils se rencontrent, les jeunes puissent montrer et dire ce qu'ils sont, ce qu'est leur peuple.

Leur donner les moyens de connaître, de faire connaître et aimer leurs pays et leurs peuples, cela aussi fait partie de la bataille pour faire triompher la solidarité de classe sur le racisme.

Cette bataille est difficile : le racisme est l'arme de la bourgeoisie pour paralyser l'unité.

Elle cherchera à l'employer tant qu'elle en aura le pouvoir.

Lorsque nous lui aurons enlevé ce pouvoir, et dans un premier temps lorsque, avec le Programme Commun, nous l'aurons en partie mise hors d'état de nuire, l'enrichissement culturel de chacun permettra une meilleure connaissance mutuelle, une meilleure compréhension de nos intérêts communs.

PARIS, le 29 avril 1976.

IL VAUT MIEUX SAVOIR...

● Association des parents d'élèves

Toutes ces questions défendues par le syndicat sont pris en compte par des associations de parents d'élèves.

Tant sur les questions d'étude, que de cantine ou de transport scolaire, ces associations défendent localement l'enfant à l'école.

Un très grand nombre de ses associations se sont groupées dans la Fédération des parents d'élèves CORNEC.

Adresse : 22, rue Notre-Dame-de-Lorette, 75009 PARIS.

● DROITS SOCIAUX ET FAMILIAUX

Bourse d'étude pour les enfants

Des bourses d'études peuvent être versées par l'Etat aux élèves des établissements du second degré (CES - CEG - lycées) qui se trouvent dans les limites d'âge correspondant à leur classe.

Les enfants des travailleurs immigrés peuvent maintenant bénéficier de ces bourses. L'attribution et le montant des bourses dépendent des ressources de la famille. Les demandes de bourses doivent être effectuées auprès du chef d'établissement scolaire avant le 1^{er} mars. Il existe également des bourses départementales attribuées par la Préfecture, dans les mêmes conditions que les bourses nationales.

Se renseigner auprès du chef d'établissement scolaire.



● ENSEIGNEMENT DE LA LANGUE

« Je veux aborder les discriminations dont font l'objet les langues méditerranéennes (espagnol, italien, serbo-croate, arabe) savamment entretenues par nos gouvernements ».

Il existe une circulaire du 10 avril 1970 du Ministre de l'Education Nationale qui pose le principe d'un enseignement diversifié des langues. Chaque langue devrait être enseignée dès la 6^e, au moins au niveau du chef-lieu de chaque département... ».

Or, la plupart des enfants d'immigrés ne peuvent pas apprendre leur langue maternelle, ce qui est grave.

Un enfant qui aura fréquenté l'école française, sera un étranger dans son propre pays d'origine. Il aura alors les mêmes difficultés d'adaptation que lorsqu'il a dû s'intégrer à la collectivité française... ».

Maryse ABRUZETTI,
Caisse Autonome de la Sécurité Sociale des Mines.

● COLOMBO

AU BANC DES ACCUSÉS : LE POUVOIR GISCARDIEN

Premier fournisseur d'armes à l'Afrique du Sud, le pouvoir giscardien aura entraîné plus de 86 pays du mouvement des non-alignés à condamner ses actions. La vente de réacteurs nucléaires est venue apporter un soutien direct aux racistes de Prétoria, mais elle rencontre la réprobation unanime de ceux qui combattent le néo-colonialisme français.

Les sanctions envisagées d'un embargo pétrolier sont publiquement prises avec un mépris cynique.

Dans d'autres temps, le général de Gaulle avait pris un chemin différent, l'indépendance de la France à l'égard de l'impérialisme nord-américain avait ouvert la porte à une politique de rapports plus francs avec les pays en voie de développement.

Sans se priver dans ses discours d'employer le vocabulaire de la solidarité et de la fraternité, Giscard tourne le dos à cette politique. Il contribue davantage à l'asservissement économique des pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique, en favorisant le pillage des matières premières et la domination des marchés par les multinationales.

L'intervention du pouvoir giscardien, au Liban, à Maillote, sur la Côte des Afars et des Issas, comme en Afrique du Sud, révèle la même politique, seulement le monde change, la volonté d'émancipation des peuples n'a jamais été aussi puissante. Au travers des hésitations et des contradictions des dirigeants, le verdict de Colombo s'est exprimé. Il est temps de prendre au sérieux la volonté de voir instaurer un ordre économique mondial, basé sur des échanges où les intérêts mutuels sont examinés dans le respect de l'égalité des partenaires.

Une coopération entre tous les pays est nécessaire pour affronter les problèmes du temps, le patronat et le pouvoir giscardien démontrent leur malfaisance.

Les peuples ont besoin de changements véritables...

● BAMAKO

Du 9 au 14 août 1976 s'est tenu à Bamako (République du Mali), un colloque syndical inter-africain sur les travailleurs migrants organisé conjointement par la Fédération Syndicale Mondiale et l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (U.N.T.M.).

Six centrales étaient représentées : Mali, Haute-Volta, Mauritanie, Sénégal, Guinée et France. L'U.G.T.A., l'U.M.T. et l'U.N.T. Niger étaient excusées.

Deux textes ont été adoptés, l'un traduisant la volonté des centrales présentes d'harmoniser leurs points de vue et de renforcer l'unité d'action. L'autre motion souligne le contexte dans lequel se produisent les diverses émigrations.

Les centrales expriment leur désaccord avec l'émigration et souhaitent que soit « élaborée une stratégie de développement dans les pays d'origine qui comporte une politique d'emploi permettant d'offrir des emplois productifs et des conditions de vie et de travail satisfaisantes... ».

« Convaincu que la suppression progressive de l'émigration dans les conditions actuelles et ses causes néfastes, passe nécessairement par l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial, le colloque affirme que celui-ci ne peut être qu'au service du progrès social des peuples et de leur coopération dans leurs intérêts mutuels et respectant leur indépendance ».

● HOMMAGE A MAO TSÉ TOUNG

La Confédération Générale du Travail s'incline avec respect devant la mémoire du Président Mao Tsé TOUNG.

Elle rend hommage à ce grand combattant qui consacra une longue partie de sa vie à délivrer les travailleurs et le peuple chinois de l'exploitation féodale et capitaliste.

Elle salue l'œuvre immense de cet éminent homme d'Etat qui libéra son pays de la domination étrangère et engagea la République Populaire de Chine sur la voie du socialisme, du développement économique et social.

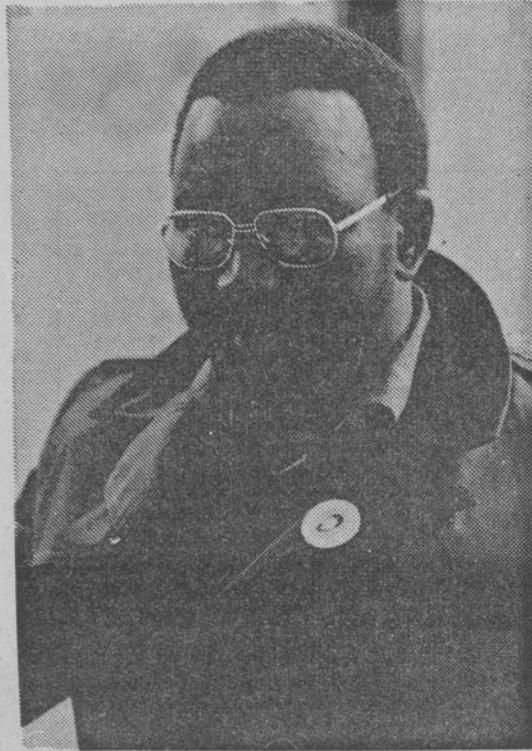
Elle adresse aux travailleurs, au peuple et au gouvernement chinois ses condoléances pour le deuil qui affecte la République Populaire de Chine.

Paris, le 9 septembre 1976.

● AFRIQUE DU SUD

PAS DE SYNDICAT AFRICAIN LEGAL

« La lutte qui se déroule actuellement en Afrique du Sud est une étape importante du combat pour renverser le régime raciste, le remplacer par un gouvernement populaire, démocratique. Pour établir une société non raciale ». La quarantaine, la voix posée, impeccablement vêtu d'un costume de flanelle qui tranche sur le débraillé bon enfant de la foule, M. Thami Sindelo est le représentant de l'African National Congress (A.N.C.). Le plus important parti poli-



tique d'opposition d'Afrique du Sud. Le seul parti africain. Illégal et réduit à la clandestinité. « Chez nous il n'y a pas de syndicat africain reconnu. Les seuls syndicats qui existent sont des syndicats blancs. Les travailleurs non-blancs sont bien sûr organisés. Mais clandestinement. Leur syndicat clandestin, le Sacto, est d'ailleurs si actif que les patrons essaient maintenant de créer leurs propres syndicats ouvriers. Dans l'industrie, les Africains sont payés 17 fois moins que les Blancs. Dans les mines, 20 fois !

Aucune possibilité de promotion. Même si un Africain fait le même travail qu'un Blanc il n'aura pas le même salaire !

● Les travailleurs participent-ils en ce moment aux manifestations ? A lire la presse on a l'impression que ce sont surtout les lycéens.

Le mouvement ouvrier sud-africain est le plus conscient, le plus organisé d'Afrique. Pour des raisons historiques et économiques. Nous sommes le pays le plus industrialisé du continent. De tout temps les travailleurs ont participé activement à la lutte contre le régime raciste. Tenez, la semaine dernière il y a eu une grève générale de trois jours. Suivie à 80 % selon les chiffres du gouvernement ! Ça veut dire 100 % !

● Vous parlez de Blancs, de pouvoir blanc. C'est contre les Blancs que vous luttez ?

Nous sommes clairs là-dessus. Nous ne luttons pas contre les Blancs parce que Blancs, nous luttons contre un régime qui nous opprime. C'est une lutte contre un système qui utilise le racisme, l'apartheid pour exploiter davantage la population noire. Nous ne sommes pour rien dans le fait que ce régime est un régime de Blancs. C'est lui qui crée le racisme, pas l'A.N.C. L'histoire de notre lutte est hélas sanglante. Rappelez-vous les massacres de Sharpville, ceux de Soweto la semaine dernière. Et combien de militants pendus ou tués par la police ! Le régime de l'apartheid est générateur de haine sociale.

Et nous sommes d'autant plus choqués que le gouvernement français lui vende des armes.

C'est pourquoi les prises de position de la C.G.T. contre le régime raciste de Vorster sont extrêmement appréciées non seulement par nous mais par le mouvement ouvrier sud-africain. Elles correspondent à l'image que nous nous faisons de la France ».

افريقيا الجنوبية : فقدان نقابة افريقية شرعية

وذلك لاسباب تاريخية واقتصادية معينة .

— تمثل البلاد الاكثر صناعية .

على مدى الزمن ومنذ الاستعمار شارك العمال و بدلوا

نفسهم في الكفاح ضد العيز العنصري ، في الايام الاخيرة شن

العمال اضرابا عاما لمدة 3 ايام بنسبة 80 في المائة مشارك حتم

النظام : ان 100 في المائة .

اننا لا نحارب البيض لانهم بيض ، ولكن النظام الذي يسود

حقوق شعبنا ويقهر الافارقة بدعوى الجنس ولون البشرة . ان

هذا النظام يرتكز على لونه بدعوى ان البيض هو الذي اذكى

واقبي الخ ... ان النظام العنصري هو التسبب في القتل

و التعذيب والاضطهاد ، فلننظر مثلا الى المظاهرات الاخيرة

ب شارب فيل وب سويتو . ومع ذلك اننا لتاسفون جينا

ولغاصبون عندما نرى ان النظام الفرنسي يزود نظام افريقيا

الجنوبية بالاسلحة ضد احواننا .

ويسرنا كثيرا جدا كما يسر كل الحركة العمالية بجنوب افريقيا

عندما نرى العواقب الخدية والمشرقة التي تتخذها سرج تضاد

نظام افريقيا الجنوبية العنصري .

« ان الكفاح الذي يدور الآن في افريقيا الجنوبية يمثل

محنة هامة من الصراع لقلب النظام العنصري وتعميقه بدولة

شعبية وديمقراطية حالية من العيز العنصري » هذا الذي يقول

هذا الكلام هو السيد « تامي سندلو » ممثل حزب « العونتمبر

القوي الافريقي » : اهم ولقوى حزب معاريف افريقيا

الجنوبية ، وهو الحزب الافريقي الوحيد والمجرب بالبلاد .

ويقول تامي سندلو : ببلادنا لا توجد نقابة افريقية

النقابات الموحدة هي نقابات البيض . العمال السود منظون

طبعا في صلب « الساكوتو » وهي منظمة نشيطة جدا حتى انها ا

اذبرت الاعراف لخلق نقابات عمالية اخرى . في ميدان الصناعة

يتقاضى العامل الاسود 17 مرة اقل من العامل الابيض و فسي

العناجم 20 مرة اقل . ليس هناك اية طريقة للمعدل ولو ان الا

افريقي يقوم بنفس العمل الذي يقوم به الابيض ، فالاحمر

يختلف .

سؤال يطرح : هل العمال الافارقة يتصاهرون ؟ عندما

نقرأ الصحف لا نجد جوابا الا في ما يخص التلازمة . الحركة

العمالية بجنوب افريقيا تمثل الحركة الاكثر وعيا بافريقيا

Cinéma

Une leçon à retenir ACTES DE MARUSIA

Le Chili, 1907. Au nord du pays, une mine de salpêtre, Marusia. L'employeur : Marusia Mining Co. Ltd., britannique. Les ouvriers : Chiliens et immigrés venus du vieux continent. Un ingénieur de la compagnie est trouvé mort par les femmes du village. Devant l'armée, présente sur les lieux, la coupable se dénonce. Il est abattu en train de « fuir », sous les yeux de sa femme, impuissante.

Un mineur venge son camarade en égorgeant un caporal. Il est arrêté et fusillé. Un mot d'ordre de grève est lancé. La direction veut négocier avec les syndicats : « la grève ne doit pas s'étendre ». Il s'agit de faire revenir le calme jusqu'à l'arrivée d'un régiment envoyé comme renfort.

La résistance s'organise en secret. La seule arme dont dispose les ouvriers est la dynamite. Une explosion provoque des exécutions à la chaîne.

De courts retours en arrière livrent de nouveaux éléments : l'arrivée de Grégorio au nord du pays, sa participation à des réunions politiques, sa rencontre avec les idées socialistes.

La dynamite se révèle efficace mais entraîne une répression aveugle. Interrogatoires et tortures se poursuivent sans relâche. Il faut trouver un autre moyen : munis de bâtons de dynamite glissés dans leurs ceintures, les ouvriers font reculer les soldats, qui refusent de tirer. Ces derniers sont obligés de quitter le village mais l'assiègent en attendant les troupes.

Les ouvriers essayent d'organiser la vie à Marusia mais les vivres se font rares. Les femmes se couchent sur la voie ferrée afin d'arrêter le convoi militaire qui a reçu l'ordre de ne pas laisser de survivant à Marusia. Elles seront abattues.

Les mineurs se réunissent : « Il faut établir une lutte organisée. Il faut soulever le Nord. Il faut créer l'union entre ouvriers, soldats, étudiants, paysans. » Deux tendances s'affrontent : mieux vaut se rendre disent certains. Nous lutteront jusqu'au bout, répliquent les autres : « 100.000 hommes vivent dans les 5 camps miniers du Nord. Il faut qu'ils se soulèvent ».

Les représentants des patrons plaident pour la négociation mais l'armée refuse de les entendre : les ordres sont les ordres : Marusia sera rayée de la carte.

L'inégalité des forces en présence est flagrante, Grégorio confie à trois de ses camarades les notes qu'il a tenues jour pour jour : « La raison, Soto. (veut) l'union de la classe ouvrière ; va, explique à tous les camarades les erreurs que nous avons commises, pour qu'elles ne se reproduisent plus ». Il est arrêté, torturé, fusillé. Marusia n'est plus.

ANALYSE : Deux répliques, deux phrases clés constituent les points de repère du film et créent le véritable antagonisme des forces en présence. La première, celle de Grégorio (Gian-Marie-Volonté) : « Que cherches-tu, Grégorio ? Que veux-tu Grégorio ? » donne toute sa dimension à l'ouvrier qui, tout en appartenant à sa classe, n'en prendra conscience qu'avec les événements auxquels lui et ses camarades se trouveront confrontés : c'est l'acheminement qui va de la révolte individuelle et intérieure contre l'injustice, à la lutte de classes, organisée et collective. La deuxième phrase, celle du commandant du régiment, donne toute sa logique à l'exploitation des opprimés par la classe dominante : « Il vaut mieux perdre une mine plutôt que le minéral ». C'est entre ces deux répliques et ses limites qu'elles imposent qu'il faudrait situer l'admirable film de Miguel Littin. Le fait que son auteur ait choisi de nous le conter par une tentative de reconstitution de la mémoire, en se servant comme point de départ, du récit d'un mineur de Marusia, transmis par l'écrivain Freddy Taverna à Patricio Mans, lui-même écrivain et auteur de chansons populaires, n'en ajoute qu'à son mérite : on ne se souvient que de ce qu'on a vécu.

Sans se perdre dans les méandres de discours théoriques et conscient que le cadre de son film allait être inévitablement rapproché à celui du Chili de Pinochet, Littin raconte une histoire directe, en même temps qu'il procède, du point de vue populaire, à une investigation historique de la réalité chilienne du début du siècle : Comment en est-on arrivé là ?

La force qui pousse Grégorio et ses camarades n'est pas forcément celle de l'unité. Et pourtant c'est sur sa nécessité que Littin axe toute sa deuxième partie de son film. Même s'il déclare que « l'unité existe à la base », celle-ci a du mal à s'affirmer dans l'action. Entre deux tendances syndicalistes, Littin ne fait pas de choix ouvert. Par contre, l'objet même de son film est défini par l'attitude politique radicale de Grégorio, attitude qui, selon l'auteur, est loin de contribuer à l'unité dans l'action.

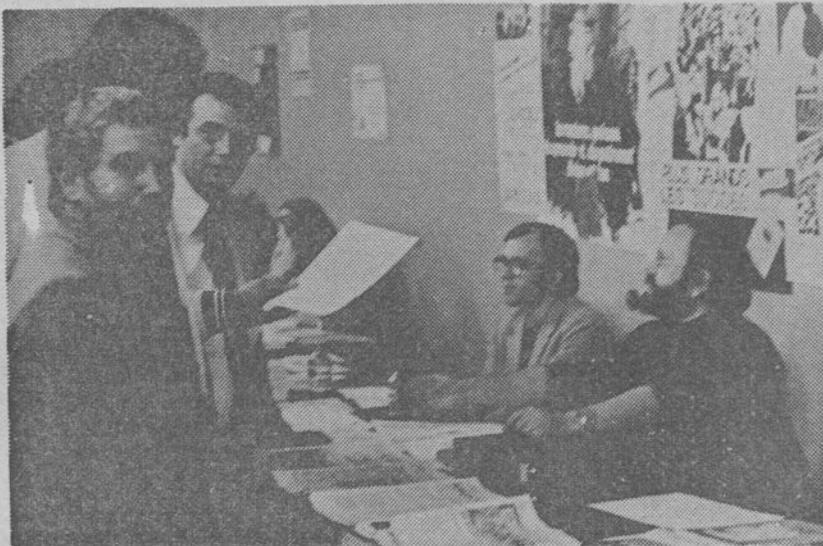
Il ne faut pas se tromper sur la signification que Littin prête à la notion de destin dans Actes de Marusia : il ne pleure pas les échecs des peuples de l'Amérique Latine en lutte contre l'impérialisme et pour la liberté. Tout au contraire, il tente de lui donner son vrai sens : celui de sa non-existence. Un film non pas du passé, mais de l'avenir.

OFFICE NATIONAL POUR LA PROMOTION CULTURELLE DES IMMIGRÉS : PREMIERS PAS PEU CONVAINCANTS

L'Office National pour la Promotion Culturelle des Immigrés a été inauguré en février 1976 à l'instigation du Secrétariat d'Etat aux Travailleurs immigrés. Son but serait double puisqu'il se propose de « préserver » les cultures des immigrés et de susciter un « échange » avec la population française.

Les projets sont ambitieux, les activités étendues :

- Activités sportives ;
- Promotion de vacances ;
- Diffusion de films étrangers et de films français doublés ;
- Encouragement de troupes artistiques et théâtrales étrangères et immigrées ;
- Expositions diverses et animations dans les lieux de rencontre et foyers ;
- Soutien accru aux cours en langue d'origine et aux cours d'alphabétisation et à la presse locale des immigrés ;
- Programmes radio-télévisés plus nombreux avec des émissions religieuses le dimanche matin, etc...



Il est fort intéressant de remarquer que les premières manifestations de l'Office, le programme « Le Printemps des peuples présents » au Carré Thorigny, qui n'est pas apparu comme une manifestation très accessible et ouverte à tous les immigrés (voir journaux de juin 1976), et les programmes télévisés sur FR3 le dimanche, qui sont loin d'être satisfaisants.

Ainsi, le programme de la télévision tunisienne assurait la retransmission d'une visite du Président Bourguiba à Kahf et une réception par le Premier Ministre tunisien de l'Ambassadeur de France. Croit-on sérieusement que de telles « informations » sont une « promotion » de la culture des travailleurs immigrés ?

Est-ce ainsi que M. Dijoud pense préserver les cultures et y sensibiliser les Français ?

Il est également significatif de remarquer la place particulière donnée par l'Office à l'implantation de l'Islam. C'est un des objectifs principaux de l'Office que de diffuser des émissions religieuses à la radio et à la télévision. Mais il est à espérer que toute la mesure, la prudence et la réflexion qu'exigent ce genre d'émissions seront respectées, compte tenu des excès et du fanatisme qui ont cours dans ce domaine et qui ont été dans le passé, parmi les facteurs les plus importants du sous-développement des pays musulmans.

En outre, que fait-on des arts traditionnels, de la musique et des contes populaires, des artisanats nationaux, des poètes et des bardes populaires entre autres ? Ne feraient-ils pas partie de la culture des peuples ? Culture éminemment vivante, prenant ses racines dans un passé riche de traditions séculaires qui sont l'essence même des caractères des peuples, mais aussi, culture résolument tournée vers l'avenir et les aspirations populaires.

On jugera aux actes, mais d'ores et déjà on ne peut pas dire que les premières initiatives de l'Office National pour la Promotion Culturelle des immigrés soient encourageantes et nous poussent à les approuver.

Ce que nous n'avons pas vu à



L'émission du dimanche 10 octobre était en partie consacrée au Festival de l'Immigration de la région LILLE - ROUBAIX - TOURCOING.

Certes, le reportage a permis aux téléspectateurs de se rendre compte des manifestations artistiques qui se sont déroulées pendant cinq semaines dans cette région : les réalisateurs ont choisi de vous présenter un groupe folklorique portugais et un extrait d'une pièce de théâtre arabe.

Cependant, une fois de plus, la règle du silence a été observée. En quelques secondes, les responsables de l'Aide

Absente à la télévision, la CGT, elle, était présente dans les diverses manifestations de ce Festival. Les travailleurs immigrés ne s'y sont pas trompés. Chaque dimanche d'octobre, il y avait foule au stand de la CGT (sur notre photo, le stand de la CGT, le 26-9-76 à Lille).

à la Promotion des Travailleurs Etrangers pouvaient-ils expliquer les raisons de ce Festival ? De plus, cette règle s'est étendue aux organisations soutenant ce Festival dont la CGT.

Car, si ce Festival a permis aux travailleurs immigrés de retrouver leur propre culture, il a surtout créé dans la région Lilloise une atmosphère propice à l'échange et la connaissance mutuelle entre travailleurs français et immigrés.

Il est vrai que ces émissions du dimanche matin, qu'elles proviennent du ministère des Affaires Etrangères ou du ministère du Travail excluent jusqu'à présent les organisations que se donnent les travailleurs immigrés, en particulier les organisations syndicales.

N'en déplaise à Monsieur Dijoud et ses serviteurs, son office pour la promotion culturelle sonne creux.

Les centaines de millions détournés du Fond d'Action Sociale pour ces émissions télévisées pèsent lourd dans les accusations portées contre la politique du secrétariat d'Etat à l'immigration.

● ALGÉRIE

GESTION SOCIALISTE DES ENTREPRISES

Le mois de septembre a été l'occasion de concrétiser encore davantage la mise en œuvre de la gestion socialiste des entreprises.

Comme le fait remarquer le texte de la charte : « L'organisation socialiste des entreprises ne manquera pas d'aboutir à des transformations radicales dans la gestion de l'économie et au sein du monde du travail dans son ensemble... Son application permet de mener de front la bataille économique contre le sous-développement avec celle de la promotion politique culturelle et sociale de l'homme ».

Intéressés aux fruits de leur travail, les travailleurs de plusieurs entreprises ont reçu la part qui leur revient dans le partage des bénéfices de la société

nationale ou de l'unité dont ils sont les producteurs responsables.

Ainsi, à Annaba les 358 travailleurs de l'unité de la S.N.T.R. se sont partagés 586.999,96 dinars. De même les travailleurs d'Air Algérie ont reçu chacun la somme de 3.600 dinars qui viennent s'ajouter aux 1.800 dinars déjà versés au titre d'une prime de bilan. Bénéficiaire depuis 1968 à chaque exercice, la compagnie aérienne nationale est dotée d'une assemblée de travailleurs depuis 1975. De nombreux avantages se sont instaurés et développés ainsi dans cette entreprise.

A leur tour d'autres unités de production vont pouvoir bénéficier de la gestion socialiste des entreprises. La mise en place des assemblées de travailleurs et des structures de cette gestion socialiste est toujours l'occasion d'une réflexion profonde des travailleurs concernés qui au cours des réunions préparatoires et des

assemblées générales prennent conscience de l'importance de leur décision. Ils mesurent les responsabilités nouvelles qui leur incombent dans la bataille de la production et de l'édification d'une Algérie socialiste.

Ainsi ce cheminot de Constantine qui déclarait : « Il y a longtemps que nous attendions cet événement. Nous savons que l'organisation socialiste dans notre société, la S.N.C.F.A., pose des problèmes ardues en raison de l'étendue de nos services, mais la formule retenue pour Constantine avec trois unités : la gare, le dé-

pôt et les ateliers de Sidi Mabrouk, nous satisfait ».

Les échos sont les mêmes à la Pharmacie centrale. Un employé s'exprime en faisant remarquer : « Il s'agit pour nous d'une mesure historique qui entre parfaitement dans le cadre de la gratuité des soins. Elle favorisera un meilleur contrôle et une utilisation rationnelle des produits pharmaceutiques ».

Ainsi les travailleurs algériens apportent la démonstration quotidienne des succès remportés en édifiant une société algérienne et socialiste.

تونس : النضالات الشعبية العطية تمس الارياض

تمت علة ديوان الاراضي الدولية في العدة الاحيرة اصروبا
ساهم فيه حوالي 16000 عاملا ومستخدمما حسب احسند
المسؤولين النقابيين في تونس، طالب فيه العلة بتطبيق
العقد المشترك الذي صدر منذ 1974 ولم يتم تطبيقه لحد
الآن رغم الوعود الحكومية، ونددوا فيه بالسياسة الرسعية
الهادفة الى القضاء على الاراضي الدولية
ان القضاء على ذلك الديوان يعنى بشكل آخر احلاله
السبيل امام كبار الملاكين لكي يستعملوا تلك الاراضي، وهذا
يعنى حرمان مئات من العائلات الزراعية من العيش، وبالرغم
من التحلات الواهية التي دكرتها الحكومة القوسية لتطبيق
مخطتها "لاصلاح" اوضاع تلك الاراضي، فان الواقع
كما حاولت تثبته حريدة الاتحاد العام التونسي للشعـ
يثبت ان كل ما قيل عن المشاكل التي يعانيها الديوان انما الهدف
منها هو اهداء تلك الاراضي الى كبار الملاكين على حساب العمال
الاساسية لآلاف العمال الزراعيين، وهي اهداف تتطابق بلا شك
مع الخط العام للسياسة الاقتصادية والاجتماعية التي تسلكها
الحكومة التونسية، والتي تعتمد النهج الراسمالي وتشجع
كبار الراسماليين والملاكين، وما ينخرع ذلك من منح كل الامكانيا-
للقطاع الخاص على حساب القطاع العام، الي السماح للمحوظين
بتكديس الارواح على حساب العمال الاساسية للكادحيين
ولكافة الجماهير الشعبية
ان الاضراب الذي شنه يوم 13 اكتوبر عمال ومستخدمو
ديوان الاراضي الدولية يثبت مرة اخرى بان الشعاليين هم دائما
في مقدمة النضال ضد اية سياسة لا تراعي مصالحهم ولا تأخذ
بعين الاعتبار المتطلبات الحقيقية لتعمية تكون لصالح البلاد فعلا.
ان المبعث لتعبير لهؤلاء العمال وكافة المستخدمين
كما فعلت في السابق، كل تاييدها ومساندتها، ومن حالها
مساندة وتأييد الطبقة العاملة في تونس فرنسا التي تربطها
بالطبقة العاملة في تونس وشائج تاريخية عميقة الجدور.

● MAROC

Les élections municipales marqueront le début d'une série de consultations.

Le décret précisant que les élections municipales auront lieu le 12 novembre dans les 830 communes du Maroc vient d'être rendu public. Les électeurs devront désigner quelque 13.362 conseillers municipaux.

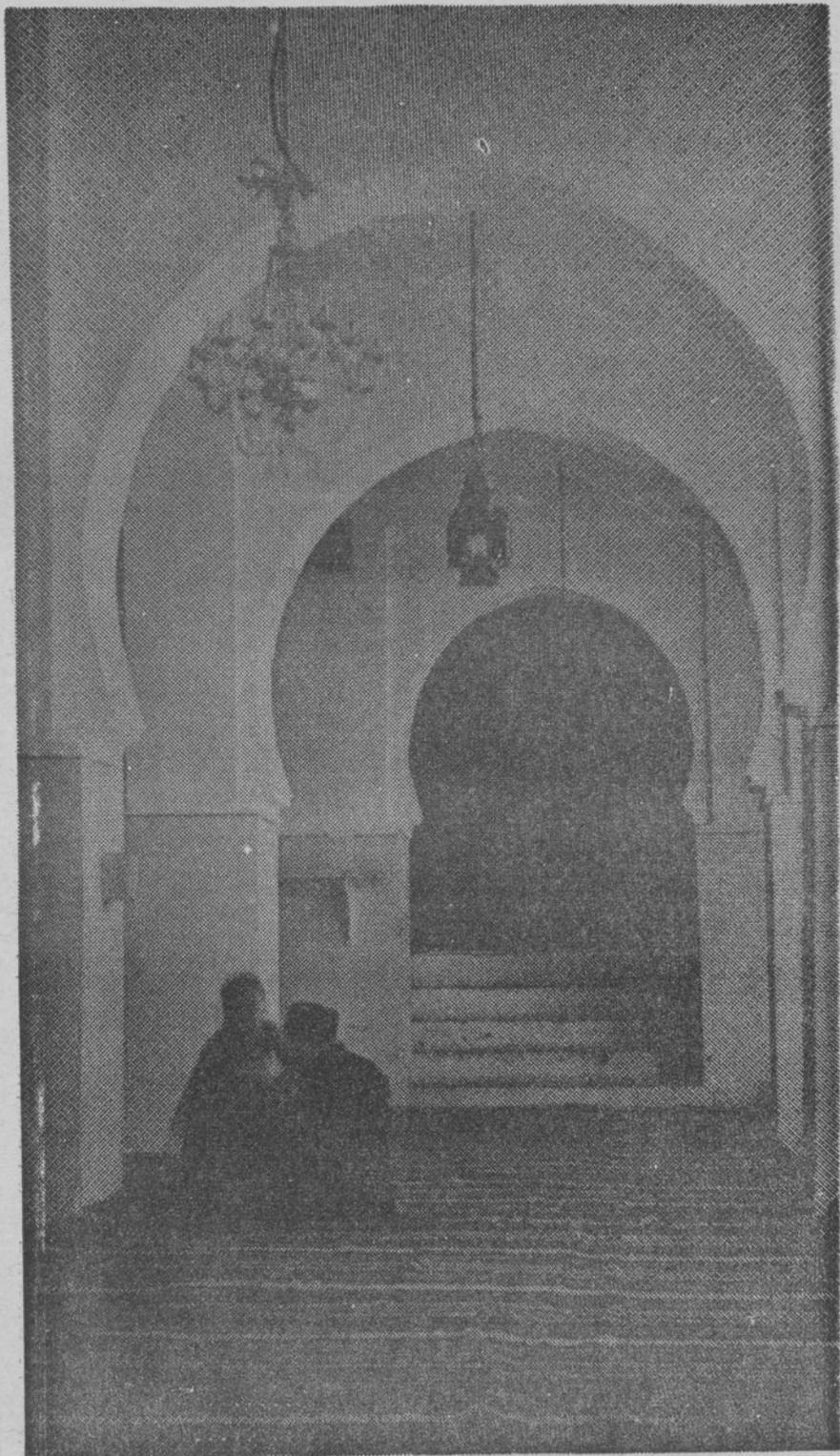
Ce scrutin constitue la première étape d'un processus destiné à redonner vie aux institutions locales professionnelles et parlementaires. Les précédentes élections municipales avaient eu lieu en 1970.

Les listes électorales ont fait l'objet en septembre d'une révision exceptionnelle qui a permis

à environ 500.000 personnes de se manifester. Il s'agit là d'un résultat intéressant bien que certains estiment le chiffre des non-inscrits à 1.200.000. Le corps électoral atteindra les 6 millions et demi ce qui donnera au résultat d'être significatif si l'administration respecte les règles et s'abstient d'exercer des pressions.

Il semble que les futurs conseillers disposeront de pouvoirs plus étendus que par le passé. Une charte réorganisant les collectivités locales a été promulguée le 1^{er} octobre.

Aux élections municipales succédera cet hiver le scrutin pour le renouvellement des organismes professionnels qui serait suivi au printemps de 1977 par les élections législatives.



منابر العامل

التونسي الجزائري المغربي

213, rue Lafayette - PARIS-10^{me} - BOTZaris 86-50
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués
Imprimerie Lensoise, LENS.



Directeur de publication : M. APOSTOLO.
Commission paritaire n° 276 D 73.

ميثاق المطالب

من أجل سياسة للاغتراب متماشية مع
مصالح العمال الفرنسيين والمغتربين أتمتها
الندوة القومية الرابعة
للكنفدرالية العامة للعمل حول مشاكل الاغتراب
باريس ٢٨ - ٣٠ أفريل ١٩٧٦

١ - المبادئ الأساسية

تعتبر الكنفدرالية العامة للعمل أن العمال المغتربين الذين أرغموا على مغادرة بلادهم الأصلية ويبدون بالطبع تعلقا كبيرا بها قد تساوا في النسب الانتاجية مع العملة الفرنسيين ولذا يحق لهم ان يكونوا جزءا لا يتجزأ من الطبقة الشغيلة .
على الحكومة أن تتخذ الاجراءات اللازمة لضمان أمن العملة المغتربين واحترام كرامتهم وحريرتهم .

يمثل العمال المغتربون مرتبة هامة في الاقتصاد ويساهمون في التنمية لثروات البلاد .

تدعم السلطة والحكومة استغلال كامل الطبقة الشغيلة بصرف النظر عن جنسية العامل او أرومته أو دينه .

العملة الفرنسيون والمغتربون مرتبطون بمصالح مشتركة يرفضون دفع ثمن الازمة .

كل تمييز لا يمس المغتربين وحدهم بل وكذلك يعم الطبقة الشغيلة اذ المزاحمة بين العمال سلاح خطير بين أيدي الحكومة وأرباب العمل .

- انطلاقا من هذه المبادئ الأساسية يجب ان تسن سياسة جديدة للاغتراب وأن يحدد قانون أساسي للمغترب يكتسي طابعا ديمقراطيا واجتماعيا . يجب ان تكون هذه السياسة مطابقة لمصالح العمال الفرنسيين والمغتربين وللمصلحة القومية .

- يجب ان يكون للنقابات المركزية المثلة حق التمثيل والمغتربين المعينين من طرفها ، الحق في النظر في عموم سياسة الاغتراب والقدرة على الدفاع عن مصالح المغتربين في كافة المؤسسات التي يوجدون فيها .

يجب تنظيم القوانين والنظم على ضوء كل هذه الاعتبارات وكذلك يجب تغيير العقود والاتفاقات الثنائية والمتعددة الاطراف لليد العاملة والضمان الاجتماعي والتي يمكن للمنظمات النقابية ان يكون لها حق التدخل في محتواها .

على الحكومة ان تصادق على ميثاق المنظمة العالمية للشغل ٧٥/١٤٣ بشأن تساوي الحظوظ بين العمال المغتربين وأن تحترم كل المواثيق التي سبقت المصادقة عليها .

يجب ان يشرع في التفاوض الثلاثي وعلى جميع المستويات من أجل تسوية المشاكل المتعلقة بالاغتراب .

لا يمكن فصل الكفاح المشترك الذي يتولاه المغتربون والفرنسيون من أجل انجاح المطالب الخاصة والعمل المشترك بين الطبقة الشغيلة من أجل تلبية المطالب ذات الطابع الاولى المنصوص عليها في « برنامج العمل » للمؤتمر ٢٨ للكونفدرالية العامة للشغل والمساندة « للبرنامج المشترك » لحكومة اليسار الذي أخذ على عاتقه في الوقت نفسه كلا من المطالب العامة والمطالب الخاصة بالمغتربين .

٢ - شروط الدخول والاقامة والعمل

يجب التحجير والعقاب الصارم حسب القانون على كل انتداب ودخول أو تشغيل عملة مغتربين من طرف جمعيات او مؤسسات او مشغلين او افراد .

الوكالة القومية للتشغيل هي المنظمة الوحيدة التي لها أهلية لتنتدب وتشغل العمال المغتربين .

عند انشاء عقود العمل يجب على الوكالة القومية للتشغيل ان تسهر على تطبيق
الاورام القانونية والتعاقدية المتعلقة بالاجور والتصنيف والظروف ومدة الاقامة ورفض
كل عرض عمل يكتسي طابعا عنصريا او تمييزيا .

ويجب على موثيق الدخول او عند الاقتضاء تسوية الوضع القانوني بأن :

- تكتب باللغتين الفرنسية واللغة الاصلية للعامل .
- تضمن حقوق العامل وبالخصوص المساواة في الاجر لعمل تساوي قيمته
قيمة اليد العاملة الوطنية وتضمن كذلك السكن .
- يضبط نوع العمل ومكانه ومدته الاسبوعية والصنف المهني والاجر المناسب
مع فصل الاجر الاصلي عن الامتيازات الخاصة والترفيح من أجل الساعات الاضافية
وابراز الحسوم الاجتماعية .

يجب ان تتخذ تدابير لازغام ارباب الاعمال على دفع الاتاوات الاتفاقية التي
تسلم الى الديوان القومي للاغتراب وان يعاقب اولئك الذين يحملون هذه
التكاليف على كاهل العملة المغتربين .

وحتى تتكون مصالح الوكالة القومية للتشغيل ، ولكي تؤدي دورها بصفة
ناجعة يجب ان تزود بامكانيات كافية .
يجب ان يكون للمنظمات النقابية امكانية الحصول على كل الافادات حتى تضمن
الدفاع عن العملة المغتربين لدى تلك المؤسسات .

مقدمة :

يجب أن يضمن للمغتربين التشغيل والسكن اللائق منذ مغادرتهم بلادهم الاصلية .
يجب ان يكون الديوان القومي للاغتراب المنظمة الوحيدة التي لها صلاحيات
الانتداب من الخارج وادخال العملة المغتربين وعائلاتهم واستقبالهم .
يجب ان تعاد شرعية التمثيل النقابي داخل جميع دواليب الديوان القومي
للاغتراب وبالخصوص لدى الهيئة الادارية كما هو منصوص بأمر ٢٦ مارس ١٩٤٦ .
على الديوان القومي للاغتراب وتحت اشراف المنظمات النقابية الممثلة حق التمثيل
ونقابات البلاد الاصلية ، أن تحيط المغتربين علما بحقوقهم وأن تنظم تربصات تأقلم
قبل ادخالهم الى فرنسا وهذا يتطلب توسيع نطاق الاعلام بالخارج ليشكل
تمهيدا للاستقبال .

كذلك من المحتم ايجاد مراكز استقبال بالحدود ومحطات الوصول بالمدن الكبرى .
على الديوان القومي للاغتراب ان ينمي مراكز الاستقبال الاول بفرنسا .
يدير الشبكة القومية للاستقبال الديوان القومي للاغتراب وتمولها الدولة
وتوضع تحت اشراف المنظمات النقابية الممثلة حق التمثيل .
تتكفل هذه المراكز :

- باستقبال العملة المغتربين وعائلاتهم بكيفية لائقة عند حلولهم بالازاضي
الفرنسية .

- بتدبير أمر سكناهم بصفة وقتية وارشادهم وتوجيههم وضمان النقل المجاني
حتى أماكن العمل .

الاقامة :

تكون الاقامة باستظهار عقد عمل قانوني يسلم للعملة المغتربين ووثيقة اقامة
(وحيدة) تخول الحق في العمل وتكون صالحة لكامل القطر .

تسلم حجج الاقامة وتتجدد بدون مضايقات ادارية وكذلك الشأن بالنسبة
للعاطلين والمرضى والمصابين بحادث شغل .

في حالة ما اذا اجبر العامل المغترب على القيام ببعض المساعي الادارية أثناء
اوقات العمل يدفع المشغل أجر الساعات التي أضاعها العامل .

المغتربون الذين أجبروا على مغادرة اوطانهم بسبب القمع الدكتاتوري او
معارضتهم لحروب استعمارية ، تسوى وضعيتهم في فرنسا .

رفض حجج الاقامة تعلنه لجنة جهوية يجتمع فيها ممثلون عن المنظمات النقابية
الممثلة حق التمثيل وتكون لها وسائل حقيقية تضمن الدفاع عن العمال .

يجب ان تكون القرارات الادارية قابلة للتعقيب ورفع الدعوى للاستئناف .
يجب ان يكون حق البقاء معترفا به للمحالفين على المعاش والعجزة والمصابين

بحادث شغل وكذلك للازواج والاطفال والآباء .

القوانين المعترف بها لجالية السوق الأوروبية المشتركة يجب ان تطبق بحذافيرها
وان تشمل العمال المغتربين .

شروط التشغيل والعمل

يجب ان ينتفع العمال المغتربون مثل العمال الفرنسيين ، بالترتيبات القانونية
والنظامية المسطرة بشأن ظروف التشغيل والعمل طبقا للعقود المشتركة والاتفاقيات
داخل المصانع .

يجب ان يوضع حد لعادة المشغلين الذين يجددون عقودا لادخال ويشغلون في
الوقت نفسه مغتربين آخرين كذلك يجب تحجير العقود ذات المدة المحدودة والمستغلة
بدون انقطاع . يدخل في هذا القطاعات العمومية والمؤممة .
في كل الحالات يجب ان ينطلق مفعول الاقدمية داخل المؤسسة أو المهنة ابتداء
من تاريخ العمل بالعقد الاول .

ضمان المساواة المطلقة بين العمال المغتربين وبين العمال الفرنسيين فيما يتعلق
بالاجور الحقيقية والمنح المختلفة والوظائف ومناصب العمل والكفاءة المهنية ويدخل
في هذا النطاق القطاعات العامة والمؤممة .

كذلك في حالة فقدان المغترب لشغله يجب ان يتمتع كالفريسيين بنفس الحقوق
والشروط والمساواة في الحقوق في مادة :

- الاعلام المسبق ومنع الطرد . - الترسيم كباحث عن عمل
- الاعانة العمومية ومنح البطالة (آسيديك) . - اعادة الترتيب المهني .
يجب ان تطبق هذه المقاييس الثلاثة الاخيرة على العاطلين الذين انتهت
صلاحية وثائقهم او تكاد تنتهي وهم بصدد الترسيم كباحثين عن شغل .
لا يمكن بأي حال من الاحوال ان يعتبر العمال المغتربون في وضع غير قانوني
أو مخالف للنظام نتيجة فقدان شغلهم .

ويجب الاعتراف بالمعادلة في الشهادات المهنية الحاصل عليها العمال المغتربون
في بلادهم حتى يجري تصنيفهم في الصنف المناسب . كذلك يجب قبول الصفات
المهنية المنصوص عليها في بطاقة الشغل من طرف المشغل بالبلاد الاصلية بشأن
الشهادات المعترف بها للعملة الفرنسيين .

يجب تعزيز وسائل الحيطه من حوادث الشغل والامراض المهنية التي يستهدف
لها بالدرجة الاولى العمال المغتربون تمشيا مع الاتجاه المقترح من طرف الس . ج . ت .
يجب على المشغلين ان يتحملوا نفقات سفر المغتربين الذين يعودون الى مسقط
رأسهم اثر انتهاء عقودهم أو الذين يرغبون في العودة الى بلادهم والحال أن عقودهم
سارية المفعول ، تلك العودة سببها حادث شغل خطير او مرض طويل المدة مؤيد طبيا
كذلك عودة جثت ضحايا حوادث الشغل .

يجب توسيع نفوذ وامكانيات تفقدية الشغل حتى تضمن وقاية حقيقية للعملة
المغتربين .

يجب ان يمنح العمال المغتربون الذين يعودون الى بلادهم بمناسبة العطل
الخالصة الاجر مهلة قطع المسافات بدون أن يؤدي ذلك الى فسخ عقد العمل أو
فقدان الامتيازات .

في نفس الظروف يجب ان تمنح اجازات استثنائية لجميع الذين يعودون الى
بلادهم بمناسبة عائلية او للقيام بواجبات مدنية .

العمال المغتربون الذين لم يتمكنوا من قضاء اجازاتهم السنوية كل سنة بجانب
عائلاتهم التي بقيت ببلادهم ، يجب تمكينهم من الحصول على رخص تغيب تضاف الى
العطل الخالصة الاجر فيجب اتخاذ تدابير قانونية وادارية تضمن حقوق المغتربين في
الضمان الاجتماعي وفي المنح العائلية وذلك مدة التغيب الغير الخالص الاجر .

ويجب الا يحتجز المشغل بأي حال من الاحوال جوازات السفر أو صفقات
أو وثائق رسمية للاقامة وللعمل .

٣ - الحقوق النقابية - الحريات النقابية

مع احترام حق انخراط في المنظمة النقابية المختارة والمساواة في المعاملة مع
العمال الفرنسيين يجب ان يضمن بالفعل للعمال المغتربين كل ما يتعلق بـ :
- حق الاضراب

- حق التسيير وادارة المنظمات النقابية
- حق ممارسة وظيفة مندوب نقابي
- كذلك حق الترشح في الاجهزة لتمثيل العمال داخل المؤسسة يجب ان يعترف به بالفعل للعمال المغتربين بدون قيد ويجب ان يوضع المشغلون أمام استحالة اعتراض على هذا الحق . هذا مما يستوجب تنقيح قانون ١١ جويلية ١٩٧٥ .
- حرية نشر المواد النقابية باللغة الاصلية يجب ان تضمن وفقا لقانون ٢٧ ديسمبر ١٩٦٨ .
- الفصل ٨ من قانون السوق الاوروبية المشتركة الخاص بالمساواة في المعاملة حول مادة الحقوق النقابية يجب ان يطبق بحذافيره وأن يشمل المغتربين القادمين من البلدان الاخرى .
- وعلاوة على ذلك فالمساواة في الحقوق النقابية تتطلب :
- حق الترشح في الانتخابات العرفية .
- تخويل المغتربين حقوق التمثيل المخصصة للمواطنين فيما يهم منظمات الضمان الاجتماعي والمنح العائلية طبقا لقاعدة موثيق المنظمة العالمية للشغل يجب أن تضمن اتفاقات اليد العاملة التمكين من ممارسة الحريات النقابية بفرنسا .
- عند عودة العمال المغتربين الى بلادهم الاصلية يجب عدم مضايقتهم لسبب ممارستهم الحريات النقابية بفرنسا .
- يجب ان تدان من طرف المنظمة العالمية للشغل الحكومات التي لا تحترم الحريات النقابية للعمال المغتربين .

٤ - الحريات الفردية والجماعية

- يجب ضمان الحريات الفردية والجماعية للعمال المغتربين الذين يعيشون ويشغلون بفرنسا ، خاصة :
- بالغاء كافة الاجراءات التي تحد من حرية التنقل (التصريح بتغيير مكان السكن واخضاع الزواج لترخيص .)
- بحق تكوين وتسيير جمعيات ديمقراطية ورياضية وثقافية وفنية تمكنهم هكذا من الاحتفاظ وبتنمية ثقافتهم في حدود احترام شخصيتهم القومية .
- لا يمكن التصريح بالابعاد الا من طرف المحاكم القضائية بحكم ذي تعليقات ومن أجل جنحة خطيرة جدا متعلقة بالحق العام بدون ان تتخذ التدابير طابعا آليا .
- فيجب أن يطلع المعني بالامر على ملفه ويباشر الدفاع عن نفسه ويختار منوبه ويعقب الحكم ويستأنفه .
- لا يمكن ابعاد عامل مغترب قبل استنفاد الوسائل القانونية ولا يمكن في أي حال من الاحوال التصريح بالابعاد من أجل أعمال تتعلق بممارسة للحريات الاساسية وفي المقام الاول الحقوق النقابية .
- تحجير الحملات السياسية والاجراءات البوليسية بفرنسا من لدن ممثلي وأعوان النظم الدكتاتورية والبلدان الاجنبية الموجهة ضد العمال المغتربين .
- حل « مصالح الاعانة الفنية » للشرطة الوطنية وكل المنظمات ذات الطابع السياسي البوليسي .

٥ - الحملات العنصرية والمناوئة للاجانب

- ممارسة التمييز والحملات وأعمال العنف والعنصرية المناوئة للاجانب التي جبرها قانون غرة جويلية ١٩٧٢ يجب أن تعاقب عقابا شديدا ، فيجب ان يطبق هذا القانون بدون أي استثناء وأن يعزز .
- يجب ان تحال على المحاكم وأن تحجر النشريات التي تجرد للحملات التحريشية الرامية للكراهية والعنف العنصري والمناوئة للاجانب يجب حل كل التكتلات التي تتعاطى هذه التظاهرات .

٦ - السكن

- في اطار سياسة قومية للسكن متمشية مع مصالح السكان الشغالين يجب منح العمال المغتربين وعائلاتهم مساكن لائقة وصحية بايجار مناسب مؤمنة بتمويل من ارباب العمل والحكومة والبلدان الاصلية وبالنسبة لهذه البلاد يراعى وضع حدائقة استقلالها اذ ما زالت تثقل كاهلها وراسب الاستعمار .

يجب ان ترتفع حصيله المقدار المالي مساهمة ارباب الاعمال من ١٪ الى ٢٪ وذلك بالنسبة للمؤسسات .
فقط مساهمة ارباب الاعمال المخصص للمغتربين يجب ان يقدر باعتبار عدد الاجراء المغتربين وتصرف هذه المساهمة في تشييد مساكن تمنح لهم .
ومن الافضل ان تصب هذه المبالغ وكذلك اموال الدولة المعتمدة لهذا الغرض في صندوق العمل الاجتماعي وديوان المساكن الرخيصة بعنوان تشييد مساكن اجتماعية .
يجب ان تتخذ تدابير عاجلة للقضاء على فضيحة « مدينة الاكواخ العمودية » والغرف المؤثثة والمبيلات من نوع المستودعات والدهاليز .. والمستغلة من طرف « باعة النوم » كذلك بعض الاحياء المسماة « بالعبور » او « بالاحياء » .
يجب اسكان العملة المعنيين بالامر وعائلاتهم في ظروف لائقة من جديد على حساب ارباب الاعمال والحكومة .

يجب ان لا يقع اي طرد قبل الايواء المسبق .
يجب ان تكون للمؤسسات والمنظمات النقابية المثلة بحق الامكانيات لفرض احترام « بند الاسكان » على المشغلين المنصوص عليه في صفقة العمل أساس دخول وتنظيم وشؤون المغتربين الجدد تنظيميا قانونيا .
يجب ان تتخذ تدابير تمكن من اجتماع العائلة ومحلات السكن التي وقع عليها المشغلون لوضعها على ذمة العملة يجب ان تسير تحت اشراف هيئات المؤسسة .
يجب ان يكون انتصاب الاحياء والمساكن الجماعية مسبوقة بقرار رخصة مؤيد من السلطات الصحية المحلية أو الجهوية .
على كل لا يمكن بأي حال من الاحوال أن تكون الظروف الصحية والسكنية والتهئية الاجتماعية والثقافية اقل من التي ينص عليها قانون ٨ جانفي ١٩٦٥ الخاص بتدابير الحماية والنظافة داخل المساكن والمعامل والبناءات .
يجب ان تكون الاحياء والمساكن الجماعية مؤثثة بالاثاث الاجتماعي والثقافي .
يجب ان يشارك سكان الاحياء والمساكن الجماعية في التسيير والتنشيط عن طريق نواب .

بغض النظر عن ممارسة العمل يجب أن يضمن للمقيمين كل الاجراءات القانونية والقضائية في مادة حرية التصرف والايجار والبقاء في المحلات في حالة بطالة او مرض أو حادث شغل

يجب ان يتمتع العمال المقيمون في الاحياء :
- بأن يعترف لهم بلقب مستأجر . - بمنحة السكن .
يجب ان يعترف بهيئات المقيمين بنفس الصفة وبنفس امتيازات « ودادات المستأجرين » .

حق الدخول في الاحياء والمحلات الجماعية يجب أن يعترف به لمثلي المنظمات النقابية المثلة بحق كذلك حرية توزيع النشريات النقابية .
أخيرا ينبغي تفادي العزلة الجغرافية للمحلات المخصصة للعملة المغتربين والبحث عن امكانية قبول عدد من العائلات المغتربة في المحلات البلدية بكيفية تمكن اقحامهم في الحياة الاجتماعية وتجنب بعض المجموعات المحلية نفقات باهظة .

٧ - تعليم القراءة والكتابة والتكوين المهني

تعليم القراءة والكتابة (رفع الامية) ومعرفة اللغة الفرنسية شرط اساسي لتمكين غالبية العمال المغتربين من الاندماج في الحياة الاجتماعية والعامية والعملية لمعرفة حقوقهم والدخول في دروس وتربصات تمهيدا للتكوين والتكوين المهني .
هذه الحاجيات الاولية يجب ان تلقى على كاهل البلاد الاصلية والدولة وأرباب الاعمال الفرنسيين .

لذلك تطبيقا للبنود التي تضمنتها بعض الاتفاقات الثنائية وبالاخص :
- يجب ان يتلقى العمال المغتربون قبل مغادرة بلادهم الاصلية تمهيدا للتكوين المهني متلائما مع ظروف عملهم الجديدة والتي تتضمن دروسا لتلقي اللغة الفرنسية .
على الحكومة بفرنسا أن تسخر الوسائل الكافية (قروض ومعلمون) وتكوين مكوئين وبيداغوجيا ملائمة ومحلات) وتعهد بها لمسؤولية التربية القومية ووزارة الشؤون الاجتماعية والمنظمات النقابية كلها لتكون قادرة على تحمل العبء المناط بمعهدتها .

تمويل رفع الامية يجب الا يخصم من أموال التكوين والاتفاق المهنيين المنصوص
عليهما بقوانين ١٦ جويلية ١٩٧١ يجب ان تتحمله الدولة ومستعملو اليد العاملة
المغتربة الذين عليهم أن يدفعوا قسما اضافيا من صندوق خاص .

دروس رفع الامية في اطار اجازة رفع الجهالة يجب ان تتم على حساب وقت
العمل وتكون خالصة الاجر كذلك بدون خصم لـ ٢٪ من عدد الغائبين بالتناوب
المنصوص عليهم في الاتفاقية والقانون الخاص بالتكوين المهني وبدون أي شرط
للاقدمية داخل المؤسسة . فمدة الاعفاء من أجل الدخول في التكوين المهني لا يمكن
ان تعارض المغتربين الذين يتبعون دروس رفع الامية .
في صورة ما اذا كانت أعمال رفع الامية تتفاعل مع التكوين المهني أو تمكن
من التعرف بصفة جديدة المهنة يمكن التصرف في الاموال المرصودة للتكوين والاتقان
المهنيين .

بالنسبة للعملة المغتربين الذين تتوفر فيهم الشروط المنصوص عليها في اتفاق
٩ جويلية ١٩٧٠ وقانون ١٦ جويلية ١٩٧١ في شأن التكوين المهني فيما يخص محتوى
التربص وبوجه خاص ما يهم مستوى التكوين العام يجب ان يبحث فيه من طرف اللجان
المشتركة للتشغيل وهيئات المؤسسات ومجالس الاتقان او مجالس ادارة معاهد
التكوين وفي صلب الهيئات المحلية والجهوية للتكوين المهني والارتقاء الاجتماعي
والمهني .

يجب ان تشمل سلوكيات هيئات المؤسسات المنصوص عليها في قانون ١٨ جوان
١٩٦٦ للنظر في مسائل الاغتراب .

يجب بعث هيئة قومية بمشاركة المنظمات النقابية الممثلة .
النصوص القانونية النظامية والصفقات والعقود المشتركة والاتفاقات داخل
المؤسسات يجب أن تعتبر هذه المتطلبات متماشية مع مصلحة العمال الفرنسيين
والمغتربين وتوصيات المنظمات الدولية (١) و (٢) و (٣) و (٤) و (٥) والبورصة العالمية
للشغل .

٧ - الحقوق الاجتماعية والعائلية

المنح الاجتماعية والعائلية

بينما يخضع العمال المغتربون بمقتضى عملهم للقانون الفرنسي ولهم نفس
الواجبات فيما يخص الانخراط ودفع الاكتتابات للضمان الاجتماعي شأنهم شأن
العملة المحليين ، توجد تمييزات بالفعل في الحقوق بين المغتربين والفرنسيين وبين
المغتربين من جنسيات مختلفة وبالاخص عند ما تقطن عائلاتهم في بلدانهم الاصلية .
هكذا يتمدد ما فوق الاستغلال للعمال المغتربين الى ميدان الأداءات الاجتماعية
والعائلية التي تمثل قسما وافرا من الاجر المؤجل .

يخضع العمال المغتربون الى نفس التزامات العمال الفرنسيين ، اذا فلا بد من أن
تكون لهم بصفة طبيعية نفس الحقوق مهما كان أصلهم والبلاد التي تقطن بها عائلاتهم
فيجب أن يتمتعوا بدون أي تمييز بالمنح لجميع الاطفال المنصوص عليها في القانون
الفرنسي وبالاخص :

- منحة الاجر الواحد
- منحة الدخول المدرسية
- المنح العائلية القانونية وما فوق القانونية - منحة الولادة .
- منحة العاجزين الكهول

هذا يتضمن التخلي عن المبادئ الرجعية والافكار التجارية التبادلية والنظرة
الترابية الضيقة .

يجب تعديل وتحسين شروط منح ونسب منحة السكنة ومنحة الكراء للاعانة
الاجتماعية .

يجب ان يتمتع العمال المغتربون بمختلف أوجه العمل الصحي والاجتماعي
التي وضعها الضمان الاجتماعي .

يجب ان يبقى دفع المنح الاجتماعية والعائلية لضحايا حوادث الشغل
والعاجزين والمحالين على المعاش والارامل واليتامى في صورة ما اذا عادوا الى
بلدانهم الاصلية وفي صورة اقامة وقتية (عطل بأجر) .

فيما يتعلق باعادة التربية والملاءمة من جديد واعادة التصنيف المهني للعديد
من ضحايا حوادث الشغل والامراض المهنية ومسائل اللغة الاصلية والامية ينهج

عنهما مشاكل كبرى فللاستجابة للمتطلبات الوطنية لا بد من انشاء مراكز بعدد وافر بنفس امكانيات الدخول للعملة المغتربين ولا بد من احداث اقسام اعدادية مختصة بالاضافة الى دروس لرفع الامية وفي اللغة الفرنسية .

المنح التي تعطى للعملة المؤجرين الشيوخ والمنح الاضافية يجب أن تعطى وتبقى كذلك للمغتربين التابعين للقانون الفرنسي في صورة عودتهم الى بلادهم الاصلية .
يجب ضمان الانتفاع بالحق المكتسب في مختلف انظمة المعاش للعمال المغتربين .
من القوانين الداخلية للصناديق التكميلية للتقاعد يجب فسخ كل تمييز يحرم المغتربين من الكل او من جزء من الامكانيات التي لهم فيها مع ذلك حق وبوجه خاص الصندوق الاجتماعي .

يجب ابقاء كامل الانتفاع بمختلف النظم ما قبل المعاش للمغتربين في صورة ما اذا عادوا الى بلدانهم الاصلية .
طريقة الحساب في مادة نفقة الشيوخ المنصوص عليها في العقود الثنائية والمتعددة الاطراف تضر ضررا كبيرا بالمغتربين فلا بد من مراجعتها حتى يقع تطبيق ما هو افضل .

يجب الا يؤدي تنسيق مختلف الانظمة القومية الى ضياع حقوق بالنسبة للعملة وبهذه الروح لا بد من ملاءمة العقود مع الوضع الاجتماعي والطبي للعملة المغتربين في مادة العجز والزيادة في حوادث الشغل والامراض المهنية وبوجه خاص عند العودة الى البلاد الاصلية .

لا بد من تعميم مبدأ خلاص المنح بواسطة حوالة دولية ترسل للبلاد الاصلية .
يجب تبسيط المساعي الادارية وجعلها اكثر انسانية ولا بد من تزويد صناديق الضمان الاجتماعي بالوسائل الضرورية .
وعليه يجب مراجعة الاتفاقات الثنائية والمتعددة القوميات للضمان الاجتماعي بمشاركة المنظمات النقابية الفرنسية الممثلة ومنظمات البلاد الاصلية .

العائلات

يجب ان تتلاءم وقاية الام والطفل مع حضور عائلات المغتربين .
يجب ان تنتفع عائلات المغتربين بكافة التدابير الاجتماعية للمجموعات العمومية وبوجه خاص :

- المساعدة الطبية
- المساعدة الاجتماعية والعائلية (قصاصات بطاقة تموين الغاز والفحم ٠٠)
- المساعدة الاجتماعية للطاعنين في السن ولكبار العجز .
- بطاقات تخفيض لسفر العائلات الوفيرة العدد .

النساء

يجب أن تتمتع النساء المغتربات بالبطاقة القومية للاولوية المخصصة للحوامل وربات العائلات الوفيرة العدد .

يجب أن يتزايد العمل الاجتماعي والصحي باتجاه النساء المغتربات فيجب ان تتخذ اجراءات خاصة للتكوين المهني تعتبر فيها ظروف العيش والعمل للنساء المغتربات .

الشباب

يجب أن تتضاعف اقسام التلقين والتدارك المدرسي ومعاهد اعداد التكوين المهني للشبان المغتربين في اطار سياسة متمشية مع مصالح الشباب في فرنسا .
يجب ان تتولى وزارة التربية القومية تدريس اللغة الاصلية مجانا للاطفال وللشبان الذين يرغبون ذلك .

يجب ان تعطى منح دراسية لاطفال المغتربين وحتى في المستوى الجامعي بدون أي تمييز .

تفتح مراكز تكوين الكهول في وجه الشبان المغتربين بدون أي تمييز .
يجب ان يكون لابناء المغتربين الحق في الدخول الى مراكز أو مدارس التكوين المهني بدون أي تمييز وبالاخص المراكز التابعة للمؤسسات التي يعمل بها الاولياء .
حق العمال الشبان الفرنسيين في العودة لشغلهم اثر القيام بالواجبات الوطنية يجب أن يعترف به بتمامه للشبان المغتربين الذين يقومون بواجبهم في بلادهم الاصلية .

٩ - صندوق العمل الاجتماعي للعمال المغتربين

الامكانيات المالية لصندوق العمل الاجتماعي يجب أن تتناسب حجيات العمال المغتربين وعائلاتهم وتكون النفقات على كاهل الدولة وأرباب الاعمال فقط .
الخصوم السنوية لعدة مليارات لفائدة صناديق المنح العائلية المحصلة من التمييز الذي يتحملة المغتربون يجب أن تلغى والضريبة المنافية للقانون يجب ان تعاد الى أصحابها .
تسيير صندوق العمل الاجتماعي يجب ان يكون مركزيا وديمقراطيا وتتكاثف فيها مشاركة المنظمات النقابية الممثلة بحق .

١٠ - احالة الاجور والمنح

يجب ان تتخذ تدابير في ميدان احالة الاجور والمنح العائلية والاجتماعية حتى تضمن موارد المغتربين القارين والقاطنين بالحدود والموسمين وعائلاتهم من تقلبات العملة وذلك خاصة باقرار نسبة اختيارية لتحويل العملة .

١١ - عملة الحدود

جميع التدابير المنصوص عليها في هذا الميثاق للمطالب بمادة حق العمل والحقوق النقابية والحريات الفردية والحقوق الاجتماعية والنسبة الاختيارية لتحويل العملة والبطالة الكاملة او الجزئية والاحالة على المعاش المسبقة والتكميلة والتكويين المهني والاتفاق يجب أن تطبق كلها على عاملي الحدود .

١٢ - العمال الموسميون

يجب أن يتم انتداب اليد العاملة الموسمية عن طريق الديوان القومي للاغتراب لا غير والوكالة القومية للتشغيل هي المؤسسة الوحيدة المؤهلة لتوظيف هؤلاء العملة .
يجب ان يتحمل المشغلون كل نفقات التنقل والسكن والوقاية الصحية وأن تطبق على العمال الموسمين كل الضمانات المنوحة للعمال الدائمين .
يضمن حد أدنى في الاجر الاجمالي بالنسبة لكل حملة موسمية وبوجه خاص في الفلاحة .

١٥ - قانون المغرب

يجب الغاء كل تمييز لا بالنسبة للمغتربين من جنسيات مختلفة فحسب بل وكذلك بين العمال المغتربين والفرنسيين .
ظروف الاقامة والشغل والحقوق الاجتماعية والثقافية والحريات الفردية للمغتربين يجب ان تضمن بسن قانون للمغرب ذي صيغة ديمقراطية واجتماعية .

١٤ - ملامح أوروبية ودولية

أمام تكاثف حركة الاغتراب في العالم الرأسمالي وبوجه خاص في مستوى أوروبا الغربية وباعتبار أن حرية التنقل للعمال داخل المجموعة الاقتصادية الأوروبية تشكل عاملا من العوامل الاساسية داخل السوق المشتركة فان س . ج . ت . تعلن :

- أن حرية تنقل العمال يجب أن لا تكون بأي حال من الاحوال وسيلة لحل مشكل البطالة المخيم على بعض جهات المجموعة .
- ان المساواة في الحقوق بين العمال أصيلي أوروبا الغربية يجب أن تنجز بتدرج ويجب أن تشمل عمال البلاد الاخرى وولايات وأراضي ما وراء البحار الذين يباشرون نشاطا بأجر داخل بلدان السوق المشتركة .
- يجب حرمان الدول أعضاء المجموعة الاقتصادية الأوروبية من اتخاذ العاملين المغتربين كذريعة للمزاحمة أو لشل الحركة النقابية .
- يجب أن تتبوأ المنظمات النقابية الممثلة بحق مقعدها بدون تمييز حسب نفوذها داخل المؤسسات الاجتماعية للمجموعة الاقتصادية الأوروبية وتتصرف في جميع الوسائل التي تحتاج اليها لحماية مصالح العمال واحترام تطبيقها .
- تصفية كل تمييز كائن بواسطة قانون أو بالفعل لا بد لكي يساهم في تعزيز التضامن وتوحيد صفوف عمال المجموعة الاقتصادية الأوروبية وعمال البلدان الاخرى وينمي طاقة المطالبة والتفاوض لمنظماتهم النقابية .